
LE POINT DU JOUR,

O U

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à
l'Assemblée Nationale.*

N^o. XLIV.

Du Jeudi 6 Août 1789.

Séance de la nuit du 4 Août.

C'EST la nuit , à ce qu'il paroît , qu'il faudra , pendant cette révolution , dater les évènements les plus remarquables. Celle du 14 juillet fut affreuse par le complot qu'elle couvrit de son voile ; celle du 4 août sera à jamais mémorable par les bienfaits qu'elle a fait éclore. Aucun détail particulier , aucun débat minutieux , aucune discussion orageuse ne l'ont profanée. Le patriotisme de la noblesse française a porté lui-même au colosse féodal des coups plus terribles qu'il n'en avoit reçus de la politique farouche des Louis XI & des Richelieu. Il a fallu un siècle à la philosophie pour ébranler les fondemens de cet épouvantable régime ; il n'a fallu qu'un instant à l'assemblée nationale pour effacer jusqu'aux traces de cette servitude odieuse & tyrannique.

On y étoit occupé , depuis plusieurs jours , de chercher

Tome II.

D

des moyens propres à calmer les troubles des provinces , à rétablir l'ordre , le paiement des tributs , & le respect des propriétés. Le comité avoit rédigé , en conséquence , un projet d'arrêté que M. Target a lu à l'ouverture de la séance vers les huit heures ; le voici :

« L'assemblée nationale considérant que , tandis qu'elle est uniquement occupée d'affermir le bonheur du peuple sur les bases d'une constitution libre , les troubles & les violences qui affligent différentes provinces , répandent l'alarme dans les esprits , & portent l'atteinte la plus funeste au droit sacré de la propriété & de la sûreté des personnes.

» Que ces désordres ne peuvent que ralentir les travaux de l'assemblée , & servir les projets criminels des ennemis du bien public.

» Déclare que les loix anciennes subsistent & doivent être exécutées , jusqu'à ce que l'autorité de la nation les ait abrogées ou modifiées.

» Que les impôts , tels qu'ils étoient , doivent continuer d'être perçus aux termes de l'arrêté de l'assemblée nationale du 17 juin dernier , jusqu'à ce qu'elle ait établi des contributions & des formes moins onéreuses au peuple.

» Que toutes les redevances & protestations accoutumées doivent être payées comme par le passé , jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné par l'assemblée.

» Qu'enfin les loix établies pour la sûreté des personnes & pour celle des propriétés , doivent être universellement respectées.

» La présente déclaration sera envoyée dans toutes les provinces , & les curés sont invités à la faire connoître à leurs paroissiens , & à leur en recommander l'observation ».

Falloit-il dans la crise actuelle & dans la fermentation générale des esprits , délibérer froidement sur le genre de loi qui devoit en arrêter les progrès ou l'explosion inévitable ? Est-ce à la législation à compromettre son culte & ses oracles dans les temps de trouble ? Etoit-il convenable à une assemblée législative de sanctionner d'avance des droits & des usages qu'elle ne pourroit pas légitimer toujours ? Non sans doute ; dans les grandes calamités , les anciens peuples offroient des sacrifices aux divinités irritées ; ici , tous les ordres de l'état ont sacrifié leurs fortunes , leurs privilèges sur l'autel de la patrie.

M. le vicomte de Noailles s'est présenté le premier pour indiquer le seul moyen de rétablir la paix dans le royaume , & si la gloire doit être le digne prix des actions qui la méritent , c'est aux habitans des campagnes à lui élever ainsi qu'à M. le duc d'Aiguillon , un monument éternel de leur reconnoissance. Ce dévouement magnanime & réfléchi à la chose publique est en effet une espèce d'héroïsme , plus étonnant & plus digne d'admiration que celui qui s'acquiert au milieu des combats.

Ce projet inattendu est consigné dans des motions intéressantes , qui deviennent des pièces précieuses pour l'histoire : voici celle de M. le vicomte de Noailles.

Je propose : 1°. qu'il soit dit , avant la déclaration projetée par le comité , que les représentans de la nation ont décidé que l'impôt seroit payé par tous les individus du royaume , dans la proportion de leurs revenus.

» 2°. Que toutes les charges publiques seront à l'avenir supportées également par tous.

» 3°. Que tous les droits féodaux seront remboursés par les communautés , en argent , ou échangés sur le pied d'une juste estimation , c'est-à-dire , d'après le revenu d'une année commune , prise sur dix années de revenu.

» 4°. Que les rentes seigneuriales, tant en volailles, comestibles, grains, argent, seront remboursables par les propriétaires ou solidaires des terrains y sujets, suivant l'évaluation des mêmes dix années.

» 5°. Que les corvées seigneuriales, les mains-mortes, & autres servitudes personnelles seront détruites sans rachat ».

Motion de M. le duc d'Aiguillon.

« L'Assemblée nationale considérant que le premier & le plus sacré de ses devoirs, est de faire céder des intérêts particuliers & personnels à l'intérêt général.

» Que les impôts seroient beaucoup moins onéreux pour les peuples, s'ils étoient répartis également sur tous les citoyens en raison de leurs facultés.

» Que la justice exige que cette exacte proportion soit observée.

» Arrête que les corps, villes, communautés, & individus qui ont joui jusqu'à présent des privilèges particuliers, d'exemptions personnelles, supporteront à l'avenir tous les subsides, toutes les charges publiques, sans aucune distinction, soit pour la quotité des impôts, soit pour la forme de leur perception.

» L'Assemblée nationale considérant, en outre, que les droits féodaux & seigneuriaux sont sensés une espèce de tribut onéreux, qui nuit à l'agriculture & désole les campagnes, ne pouvant se dissimuler néanmoins que les droits sont une véritable propriété, & que toute propriété est inviolable.

« Arrête que tous les droits féodaux & seigneuriaux seront à l'avenir remboursables à la volonté des redevables au denier 30, ou à tel autre, qui dans chaque pro-

vince sera jugé plus équitable par l'assemblée nationale, d'après les tarifs qui lui seront présentés.

« Ordonné, enfin, l'assemblée nationale, que tous ces droits seront exactement perçus & maintenus comme par le passé, jusqu'à leur parfait remboursement ».

Les applaudissemens les plus vifs ont été la première de cette généreuse proposition. Jamais peut-être depuis que les hommes s'occupent d'affaires publiques, on n'avoit vu des vicissitudes aussi étranges, aussi subites que celles qui viennent de s'opérer dans l'assemblée nationale.

Depuis plusieurs jours, des déclarations des droits de l'homme remplissoient toutes les têtes & formoient le sujet de tous les débats. On ne parloit que de *devoirs* à publier, de droits naturels, inutiles à déclarer, d'amendemens à discuter, de motions à débattre ; tout sembloit présager à la France une lenteur dangereuse dans les travaux instans de la constitution.

Tout-à-coup la scène change : cette assemblée si politique, si morale, si profondément occupée de déclarations métaphysiques, marche subitement à des idées plus utiles, à des résultats plus certains. Elle parle d'abattre les privilèges, de changer la forme des propriétés, de faire disparaître la misère des campagnes, de ranimer enfin le courage du cultivateur, accablé cette année, autant par les fléaux de la nature, qu'il l'est depuis des siècles par ceux de la tyrannie & de la fiscalité.

Aussi un propriétaire cultivateur a-t-il élevé sa voix au milieu de l'assemblée après les deux motions. « Habitant d'une province que les privilèges & la féodalité affligent plus particulièrement, M. le Guen de Kengal, député de la sénéchaussée de les Neven en Basse-Bretagne, n'avoit que plus de droit à se faire entendre. Sa motion même par les circonstances de trouver une place ici.

M E S S I E U R S ,

« Une grande question nous a agité aujourd'hui , la déclaration des droits de l'homme & du citoyen a été jugée nécessaire. L'abus que le peuple fait de ces mêmes droits vous presse de les expliquer , & de poser d'une main habile les bornes qu'il ne doit pas franchir ; il se tiendra sûrement en arrière.

» Vous eussiez prévenu l'incendie des châteaux , si vous aviez été plus prompts à déclarer que les armes terribles qu'ils contenoient , & qui tourmentent le peuple depuis des siècles , alloient être anéanties par le rachat forcé que vous en eussiez ordonné.

» Le peuple impatient d'obtenir justice , & las de l'oppression , s'empresse à détruire ces titres , monumens de la barbarie de nos pères.

» Soyons justes , messieurs , qu'on nous apporte ici les titres qui outragent , non-seulement la pudeur , mais l'humanité même.

» Qu'on nous apporte ces titres qui humilient l'espèce humaine , en exigeant que les hommes soient attelés à une charrette comme les animaux du labourage.

» Qu'on nous apporte ces titres qui obligent les hommes à passer les nuits à battre les étangs pour empêcher les grenouilles de troubler le sommeil de leurs voluptueux seigneurs.

» Qui de nous , messieurs , dans ce siècle de lumières , ne feroit pas un bûcher expiatoire de ces infames parchemins , & ne porteroit pas le flambeau pour en faire un sacrifice sur l'autel du bien public.

» Vous ne ramènerez , messieurs , le calme dans la France agitée , que quand vous aurez promis au peuple que vous allez convertir en prestation , en argent , rachetable à volonté , tous les droits féodaux quelconque ; que les

loix que vous allez promulguer , anéantiront jusqu'aux moindres traces dont il se plaint justement. Dites-lui que vous reconnoissez l'injustice de ces droits acquis dans des temps d'ignorance & de ténèbres.

» Pour le bien de la paix , hâtez-vous de donner ces promesses à la France : un cri général se fait entendre ; vous n'avez pas un moment à perdre. Un jour de délai occasionne de nouveaux embrasemens. La chute des empires s'est annoncée avec moins de fracas ; ne voulez-vous donner des loix qu'à la France dévastée.

» En établissant les droits de l'homme , il faut convenir de la liberté. Plusieurs membres de cette assemblée trouvent inutile de traiter des droits de l'homme , disent qu'ils existent dans le cœur , que le peuple les sent , mais qu'il ne faut les lui faire connoître que d'une manière simple & à la portée de tous. Les droits de l'homme ont été jugés être les préliminaires de la constitution ; ils tendent à rendre les hommes libres ; pour qu'ils le soient , il faut convenir qu'il n'y a qu'un peuple & une nation libre , & un souverain ; il faut convenir des sacrifices de la féodalité nécessaires à la liberté & à une bonne constitution ; autrement s'il existe des droits de champarts , des chefs-rentes , des fiscalités , des greffiers , des droits de monte , nous verrons toujours exercer la tyrannie de l'aristocratie & le despotisme ; la société sera malheureuse ; nous ne ferons enfin de bonnes loix qu'en nous organisant sur un code qui exile l'esclavage.

» Il ne faut pas , Messieurs , remonter à l'origine des causes qui ont successivement produit l'asservissement de la nation française , ni démontrer que la force seule & la violence des grands nous ont soumis à un régime féodal. Suivons l'exemple de l'Amérique Anglaise uniquement composée de propriétaires , qui ne connoissent aucune trace de la féodalité. Je frémissais hier au soir , de voir adopter de

sang froid la motion qui tendoit à punir les malversations dans les châteaux ; pour moi, je pense que, malgré la justice de cet arrêté, on devoit en rendre inséparable la destruction du monstre dévorant de la féodalité, de l'assujettissement le plus fatal des vassaux pour les moulins, & la rapidité du fisc à répandre par-tout le désespoir, en saisissant féodalement, par des formes illicites & ruineuses les propriétés des médiocres fortunés qui n'ont pour garant de l'existence de leur famille, qu'un triste hameau & un seul champ, sans que le seigneur du fief arrête le cours de l'agiotage auquel il donne lieu, en accordant sa confiance à des personnes avides de s'enrichir, par les séquestres des rentes & des propriétés, par des formalités outrées, par des exploits & autres suites de chicane, dont les frais montent souvent à trois cents livres pour une rente de soixante livres. Le fisc finit par surprendre les titres des vassaux, & pour fin de ses préteritions, se fait payer par le propriétaire, & jouit d'un bien pour fin de payement. Peu importe au fisc que le vassal doive ou ne doive pas, qu'il ait satisfait ou non au fief; muni des archives de son seigneur, il regarde seulement les noms des vassaux, & dans deux heures de temps il forme cent exploits. S'il se trouve vingt personnes en solidité de cheffente, il forme autant d'exploits & de requêtes. Le seigneur consentant les charges à des prix excessifs à tous ses agens & officiers de fief, les force d'excéder le tarif de leurs variations, pour entretenir le luxe aux dépens d'un vassal ignorant. Les meuniers sont dans même cas ; le droit de moute sera donc affranchi au seigneur de fief, à raison du denier-vingt-cinq, ou denier-trente, en admettant la valeur du droit de moute, par chaque année & pour chaque particulier, à trois livres, sauf d'en payer la rente de trois livres, jusqu'au remboursement & affranchissement

d'icelle , & chaque particulier aura , par ce moyen , la liberté de faire moudre où il lui plaira. C'est l'unique moyen d'arrêter le cours de l'oppression des sujets , & de conserver les droits légitimes des seigneurs. C'est un de ceux que je présente à cette auguste assemblée , pour le bonheur de la nation. Je finis par rendre hommage aux vertus patriotiques des deux respectables préopinans qui , quoique seigneurs distingués , ont eu les premiers le courage de publier des vérités jusqu'ici ensevelies dans les ténèbres de la féodalité , & qui sont si puissantes pour opérer la félicité de la France.

M. le Grand , député du Berri , a distingué d'une manière lumineuse les différentes espèces de droits féodaux ; ceux qui représentent vraiment la féodalité ; ceux qui ne sont que de véritables impôts , ou une sorte de privilèges exclusifs ; enfin ceux qui ne sont qu'une usurpation du droit de souveraineté , ou une violation du droit naturel. M. la Poule a fait le détail de plusieurs droits féodaux vexatoires , & a traité cette partie affligeante de nos usages avec autant de force que de justice. M. Duport de Nemours , a montré l'impossibilité d'établir un ordre politique sans loix & sans tribunaux qui protégeroient la sûreté des personnes , & le respect des propriétés. Il a ajouté qu'il n'étoit pas possible de perfectionner les loix , si ce n'est lors de la constitution ; il a proposé , en conséquence , un projet d'arrêté provisoire.

Ces différentes motions avoient déjà échauffé les esprits du desir d'améliorer promptement le sort des habitans des campagnes ; les propositions les plus généreuses se sont succédées avec une rapidité dont la connoissance du caractère français peut seule donner l'idée ; M. le duc du Châtellet , en témoignant son regret d'avoir été prévenu pour la proposition du rachat des droits féodaux , a appuyé les

motions de MM. le vicomte de Noailles & le duc d'Aiguillon ; il a ajouté ensuite qu'il feroit à defirer que dans ce jour mémorable , les dîmes en nature & de tout genre pûssent être converties en redevances pécuniaires & rachetables à volonté, suivant la proportion qui feroit réglée.

Un curé énonçoit hautement le vœu , qu'il n'y eût pas des impôts plus forts que sous le ministère du cardinal de Fleuri ; c'est alors qu'un mouvement d'enthousiasme a produit l'offre des plus grands sacrifices. M. Cotin a demandé l'abolition des justices seigneuriales ; M. l'évêque de Chartres a présenté comme une justice l'abolition du droit exclusif de la chasse , & que tout propriétaire fût autorisé à détruire seulement sur son héritage toute espèce de gibier *avec des armes innocentes* ; le clergé s'est levé pour appuyer cette demande en faveur de l'agriculture , & les applaudissemens ont été si vifs & si répétés , que les opérations de l'assemblée en ont été suspendues pendant quelque temps.

« C'est pour l'intérêt , c'est pour la sûreté de tous que je parle , disoit M. de Cusline ; je propose de s'occuper de suite de l'arrêté & des motions qui ont été faites. » Je m'estime heureux , disoit M. de Castellane , d'être chargé de faire la même demande concernant la féodalité. Ce n'est pas le moment de fixer les valeurs , mais d'établir les rachats ; il s'agit de déclarer que tous les droits féodaux seront remboursables sur les tarifs qui seront faits. »

« Accoutumés à voir de près la misère & la douleur des peuples , disoit M. l'évêque de Nancy , les membres du clergé ne forment pas des vœux plus ardens que ceux de les voir cesser ; le rachat des droits féodaux étoit réservé à la nation qui veut établir la liberté. Les honorables membres qui ont déjà parlé , n'ont demandé le rachat que pour les propriétaires. Je viens exprimer , au nom des membres du clergé , un vœu qui honore à la fois la justice , la reli-

gion & l'humanité. Je demande que , si le rachat est accordé , il ne tourne pas au profit du seigneur ecclésiastique , mais qu'il soit fait des placemens utiles pour les bénéfices même , afin que leurs administrateurs puissent répandre des aumônes abondantes sur l'indigence. »

C'est ainsi que l'émulation du bien public croissoit à chaque instant , au milieu des applaudissemens qu'excitoient les mouvemens généreux du clergé. Aussi-tôt il s'est élevé des bruits qui sembloient sortir des bancs de la noblesse ; M. de Mortemart s'est écrié : « il n'y a qu'un vœu de la part de la noblesse , c'est de ne pas retarder d'avantage le décret que vous voulez donner. »

M. de Saint-Fargeau a observé que l'énonciation des impôts à supporter également par tous les citoyens , n'étoit qu'une espérance , & qu'il falloit donner au peuple une réalité ; que dans un temps où la France éprouvoit tant de malheurs , il falloit que les ordres privilégiés offrissent de payer leur part dans les impôts actuels , & qu'on devoit s'en remettre sur ce point à ce que les administrations de des provinces fixeroient.

M. de Virieu a voulu aussi porter au peuple son tribut : il demande l'abolition du droit de colombier , & cette demande étoit un véritable bienfait pour l'agriculture.

M. de Riché a ajouté à toutes ces demandes celle de la gratuité dans l'administration de la justice , & que la destruction de la vénalité des magistratures fut la suite naturelle de ces vœux formés pour le bonheur des peuples.

Ici s'ouvre une nouvelle scène : jusqu'à présent la noblesse & le clergé ont combattu de désintéressement & de magnanimité , les provinces vont les suivre dans cette noble carrière ; elle vient déposer aux pieds de l'assemblée nationale leurs privilèges , leurs franchises , leurs chartres , leurs capitulations. Bientôt les villes principales du royaume imitent

un si bel exemple ; & la séance finit après une heure du matin , par un résumé générale de ces divers sacrifices , dictés par le patriotisme & par l'humanité.

Ce résumé ayant été renvoyé au comité , & la rédaction devant être soumise aujourd'hui à une discussion ultérieure , nous ne le publierons qu'autant qu'il aura été entièrement sanctionné par l'assemblée. Nous continuerons demain les détails de cette séance remarquable.

A V I S.

On souscrit à Paris chez CUSSAC, libraire , N^{os}. 7 & 8 , au Palais-Royal , & chez les principaux Libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement , de 30 numéros , est de 6 liv. pour Paris , & de 7 liv. 10 s. pour la province , franc de port dans tout le royaume.

HOTEL-DE-VILLE DE PARIS.

COMITÉ PROVISOIRE.

Permis à la Poste de faire passer dans la province le Journal intitulé : *Point du Jour* , à la charge que les exemplaires porteront le nom de l'Imprimeur. A Paris , ce 27 juillet 1789. Signés PITRA , BOURRÉE DE COURBERON , LEVACHER DE LA TERRINIÈRE.

De l'imprimerie de BALLARD, Imprimeur du Roi ,
rue des Mathurins,